



**MINISTÈRE  
DU TRAVAIL  
DE LA SANTÉ  
ET DES SOLIDARITÉS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**INSTRUCTION N° DGCS/SD3A/SD3B/SD4B/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/97** du 27 juin 2024 complétant l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/62 du 22 mai 2024 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2024

La ministre du travail, de la santé et des solidarités

La ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé et des solidarités,  
chargée des personnes âgées et des personnes handicapées

La directrice de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux  
des agences régionales de santé (ARS)

<b>Référence</b>	NOR : TSSA2417075J (numéro interne 2024/97)
<b>Date de signature</b>	27/06/2024
<b>Emetteurs</b>	Ministère du travail, de la santé et des solidarités Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) Direction de la sécurité sociale (DSS) Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)
<b>Objet</b>	Orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2024.
<b>Action à réaliser</b>	Délégation des crédits aux établissements et services médico-sociaux (ESMS) concernés.
<b>Résultat attendu</b>	Délégation des crédits aux ESMS concernés.
<b>Echéance</b>	Immédiate.
<b>Contacts utiles</b>	Direction générale de la cohésion sociale Sous-direction Affaires financières et modernisation Bureau Gouvernance du secteur social et médico-social (SD5B) Murielle DEMAGNY Tél. : 06 60 73 64 84 Mél. : <a href="mailto:murielle.demagny@social.gouv.fr">murielle.demagny@social.gouv.fr</a>  Direction de la sécurité sociale Sous-direction du financement du système de soins Bureau Établissements de santé et médico-sociaux (1A) Yasmina OUDJEDOUB Tél. : 07 62 85 28 36 Mél. : <a href="mailto:yasmina.oudjedoub@sante.gouv.fr">yasmina.oudjedoub@sante.gouv.fr</a>

	<p>Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie  Direction du financement de l'offre  Pôle Prévision, répartition et suivi des financements  Nicolas MOLLARD  Tél. : 06 99 02 95 18  Mél. : <a href="mailto:nicolas.mollard@cnsa.fr">nicolas.mollard@cnsa.fr</a></p>
<b>Nombre de pages et annexes</b>	<p>5 pages + 1 annexe (4 pages)  Annexe - Tableaux modifiés des dotations régionales limitatives (DRL) 2024 et tableaux de suivi des droits de tirage des ARS.</p>
<b>Résumé</b>	<p>La présente instruction a pour objet de compléter l'instruction N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/62 du 22 mai 2024 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2024. Elle organise la seconde partie de campagne budgétaire visant à mettre en œuvre les nouvelles mesures salariales issues de l'accord intervenu le 18 juin 2024 pour la revalorisation des bas salaires des personnels de la branche action sanitaire et sociale (privé non lucratif) et le financement de villages vacances.</p>
<b>Mention Outre-mer</b>	<p>Ces dispositions s'appliquent aux Outre-mer.</p>
<b>Mots-clés</b>	<p>Actualisation ; dotation régionale limitative (DRL) ; établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), établissement et service médico-social (ESMS) ; financement complémentaire ; loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) ; mesure nouvelle ; objectif global de dépenses (OGD) ; stratégie de développement de l'attractivité des métiers de Grand âge et de l'autonomie.</p>
<b>Classement thématique</b>	<p>Établissements sociaux et médico-sociaux</p>
<b>Textes de référence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 314-3 et L. 314-3-1 ;</li> <li>- Article 2 de la Loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 ;</li> <li>- Article 18-II de la Loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 ;</li> <li>- Loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024 ;</li> <li>- Arrêté du 20 juin 2024 relatif à l'agrément de l'accord bas salaire.</li> </ul>
<b>Circulaire / instruction abrogée</b>	<p>Néant</p>
<b>Circulaire / instruction modifiée</b>	<p>Néant</p>
<b>Rediffusion locale</b>	<p>Établissements et organismes partenaires</p>
<p><b>Validée par le CNP le 26 juin 2024 - Visa CNP 2024-32</b></p>	
<b>Document opposable</b>	<p>Oui</p>
<b>Déposée sur le site Légifrance</b>	<p>Non</p>
<b>Publiée au BO</b>	<p>Oui</p>
<b>Date d'application</b>	<p>Immédiate</p>

La présente instruction complète l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/62 du 22 mai 2024 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2024.

1. Accord relatif à l'extension du Ségur dans le cadre de la politique salariale en lien avec la négociation sur la convention collective nationale unique étendue (CCNUE) dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif

En application de l'accord bas salaires agréé du 4 juin 2024 relatif à l'extension du Ségur dans le cadre de la politique salariale dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, des crédits à hauteur de **291,1 M€** sont délégués (**9,4 M€** pour le secteur personnes âgées et **281,7 M€** pour le secteur personnes en situation de handicap)<sup>1</sup>. L'agrément de cet accord et son financement interviennent à la suite de l'engagement des partenaires sociaux à initier des négociations pour une convention collective nationale unique et étendue (CCNUE). Cet engagement est matérialisé par l'accord de méthode relatif au calendrier de négociation et devant permettre d'aboutir à un accord sur la classification / rémunérations / congés d'ici la fin de l'année 2024.

Les enveloppes nationales ont été calibrées sur la base de l'estimation du coût moyen annuel chargé individuel de cette revalorisation, multiplié par le nombre d'équivalents temps plein (ETP) éligibles<sup>2</sup>. Elles ont été ventilées au prorata des bases reconductibles des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESMS) éligibles pondérées par la proportion moyenne des ETP éligibles financés sur la section soins pour chaque catégorie d'établissements et services.

Ces crédits concourent au financement des mesures de revalorisation salariale inscrites dans l'accord bas salaires portant extension des mesures de revalorisation « Ségur / Laforcade / Conférence des métiers » aux professionnels qui n'en n'ont actuellement pas bénéficié (personnels administratifs et techniques). Pour rappel, les salariés éligibles bénéficieront d'une indemnité de 238 € brut par mois.

Ils sont destinés aux établissements sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif relevant du champ de la branche associative sanitaire sociale et médico-sociale (BASS) et financés au titre de l'objectif global de dépenses (OGD)<sup>3</sup>. À ce titre, sont concernés les établissements privés à but non lucratif relevant des conventions collectives (CCN) suivantes :

- la convention collective nationale des établissements privés d'hospitalisation, de soins, de cure et de garde à but non lucratif du 31 octobre 1951 (CCN 51) ;
- la convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966 (CCN 66) ;
- la convention collective Croix Rouge (CRF) ;
- la convention relative aux établissements médico-sociaux de l'Union intersyndicale des secteurs sanitaires et sociaux (UNISSS) ;
- les employeurs ne relevant d'aucune convention collective sur le champ de la BASS<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Des crédits sont également prévus pour les ESMS accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques (PDS).

<sup>2</sup> Source : données statistiques publiques, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)/Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (DARES).

<sup>3</sup> Source : données issues du tableau de bord de la performance médico-social.

<sup>4</sup> L'extension de l'accord par la Direction générale du travail (DGT), en cours de réalisation, le rendra opposable aux établissements sociaux et médico-sociaux à but non lucratif ne relevant d'aucune convention collective.

Pour les ESMS cofinancés, ces crédits ne sont destinés à couvrir que le personnel émergeant sur les sections tarifaires financées par l'OGD.

Cette mesure n'est pas applicable aux salariés visés par les textes ci-dessous :

- l'avenant CCN 51 n° 2021-05 du 15 juillet 2021 relatif à l'attribution d'une prime aux médecins, pharmaciens, biologistes et chirurgiens-dentistes ;
- la recommandation patronale AXESS du 27 juin 2022 relative à la revalorisation des médecins coordonnateurs en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) et des médecins salariés des établissements et services sociaux et médico-sociaux dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif.

De même, la mesure mise en place par le présent accord ne peut en aucun cas se cumuler avec toutes mesures ayant le même objet qui auraient pu être mises en place au sein des structures, quelles que soient leur dénomination (« Ségur », « Laforcade », « Conférence des métiers », etc.) ou leur forme juridique<sup>5</sup>.

L'accord bas salaires agréé le 20 juin 2024 entre en vigueur avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

## 2. Déploiement de solutions de vacances de répit partagées, conformément à l'engagement de la Stratégie « aidant »

Conformément aux engagements pour le déploiement de séjours de répit partagé dans le cadre de la Stratégie nationale de mobilisation et de soutien 2023-2027 pour les aidants, des crédits à hauteur de **2,6 M€ (1,5 M€ pour le secteur « personnes en situation de handicap » et 1,1 M€ pour le secteur « personnes âgées »)** sont délégués pour le déploiement de deux résidences de répit et de vacances partagées en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie.

Ces établissements préfigurateurs d'une offre nouvelle auront pour objectif d'assurer l'accès des personnes âgées ou handicapées en perte d'autonomie et de leurs proches à des lieux de vacances adaptés en commun.

\*  
\*      \*

Les dotations régionales sont présentées **en annexe à la présente instruction.**

Vu au titre du CNP par la secrétaire générale  
des ministères chargés des affaires sociales,  
par intérim,



Sophie LEBRET

Pour les ministres et par délégation :  
Le directeur général de la cohésion sociale,



Jean-Benoît DUJOL

<sup>5</sup> Cette revalorisation ne s'applique donc pas aux EHPAD dont l'ensemble du personnel a bénéficié du Ségur.

Pour les ministres et par délégation :  
La cheffe de service, adjointe au directeur  
de la sécurité sociale,

**Signé**

Delphine CHAMPETIER

La directrice de la Caisse nationale  
de solidarité pour l'autonomie,

**Signé**

Virginie MAGNANT

## Annexe

## Tableaux modifiés des dotations régionales limitatives (DRL) 2024 et tableaux de suivi des droits de tirage des ARS

TABLEAU 1 - CALCUL DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES 2024 SUR LE CHAMP DES PERSONNES ÂGÉES

SECTEUR PA	DRLphase 1		MESURES NOUVELLES		DRLphase 2	
	DRL PA2024	DONT CNR NATIONAUX	REVALORISATIONS SALARIALES	AUTRES MN	DRL PA2024	DONT CNR NATIONAUX
	Mai-2024	Mai-2024	MN – Reval. PNL (CCNUE)	MN- Séjours répît	Juin-2024	Juin-2024
Formules	19 = $\sum(5:18)$	20 = 18	21	22	23 = 19 + $\sum(21:22)$	23 = 20
Auvergne-Rhône-Alpes	2 032 333 867 €	25 088 €	860 768 €	0 €	2 033 194 636 €	25 088 €
Bourgogne-Franche-Comté	877 484 411 €	0 €	412 211 €	0 €	877 896 622 €	0 €
Bretagne	1 039 553 006 €	0 €	388 675 €	0 €	1 039 941 681 €	0 €
Centre-Val de Loire	759 401 915 €	27 719 €	433 682 €	0 €	759 835 597 €	27 719 €
Corse	63 404 231 €	0 €	21 323 €	0 €	63 425 554 €	0 €
Grand Est	1 357 990 166 €	0 €	716 325 €	0 €	1 358 706 491 €	0 €
Guadeloupe	55 626 494 €	0 €	49 258 €	0 €	55 675 752 €	0 €
Guyane	18 957 512 €	0 €	32 925 €	0 €	18 990 437 €	0 €
Hauts-de-France	1 295 778 311 €	0 €	875 336 €	0 €	1 296 653 647 €	0 €
Ile-de-France	1 791 318 689 €	269 833 €	1 460 447 €	0 €	1 792 779 136 €	269 833 €
La Réunion	67 291 181 €	0 €	60 192 €	0 €	67 351 374 €	0 €
Martinique	69 412 608 €	0 €	91 180 €	0 €	69 503 787 €	0 €
Mayotte	3 837 809 €	0 €	13 341 €	0 €	3 851 149 €	0 €
Normandie	890 841 783 €	0 €	518 003 €	0 €	891 359 787 €	0 €
Nouvelle-Aquitaine	1 818 603 228 €	65 842 €	1 136 145 €	512 000 €	1 820 251 373 €	65 842 €
Occitanie	1 580 730 770 €	48 870 €	957 266 €	550 000 €	1 582 238 037 €	48 870 €
Pays de la Loire	1 084 392 573 €	42 227 €	612 050 €	0 €	1 085 004 623 €	42 227 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 188 412 825 €	47 875 €	760 873 €	0 €	1 189 173 698 €	47 875 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	2 482 782 €	0 €	0 €	0 €	2 482 782 €	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>15 997 854 163 €</b>	<b>527 454 €</b>	<b>9 400 000 €</b>	<b>1 062 000 €</b>	<b>16 008 316 163 €</b>	<b>527 454 €</b>

**TABLEAU 1bis - CALCUL DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES 2024 SUR LE CHAMP DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**

SECTEUR PH	DRLphase 1		MESURES NOUVELLES		DRLphase 2	
	DRLPH 2024	DONT CNR NATIONAUX	REVALORISATIONS SALARIALES	AUTRES MESURES	DRLPH 2024	DONT CNR NATIONAUX
	Mai-2024	Mai-2024	MN – Reval. PNL (CCNUE)	MN - Séjours répit	Juin-2024	Juin-2024
Formules	19 = $\sum(3:18)$	20 = $\sum(17:18)$	21	22	23 = 19 + $\sum(21:22)$	24 = 20
Auvergne-Rhône-Alpes	1 537 834 869 €	650 540 €	29 582 868 €	0 €	1 567 417 738 €	650 540 €
Bourgogne-Franche-Comté	665 879 660 €	215 946 €	12 235 555 €	0 €	678 115 216 €	215 946 €
Bretagne	680 226 267 €	330 325 €	13 840 144 €	0 €	694 066 411 €	330 325 €
Centre-Val de Loire	586 863 800 €	84 483 €	11 657 702 €	0 €	598 521 502 €	84 483 €
Corse	70 212 137 €	0 €	1 252 802 €	0 €	71 464 940 €	0 €
Grand Est	1 307 024 144 €	475 228 €	25 984 889 €	0 €	1 333 009 033 €	475 228 €
Guadeloupe	108 096 835 €	8 982 €	2 071 941 €	0 €	110 168 777 €	8 982 €
Guyane	73 316 778 €	20 339 €	1 416 128 €	0 €	74 732 907 €	20 339 €
Hauts-de-France	1 495 333 769 €	866 844 €	29 023 028 €	0 €	1 524 356 798 €	866 844 €
Ile-de-France	2 401 137 683 €	1 201 687 €	44 708 238 €	0 €	2 445 845 920 €	1 201 687 €
La Réunion	211 378 468 €	64 689 €	4 083 540 €	0 €	215 462 008 €	64 689 €
Martinique	94 591 211 €	10 000 €	1 808 826 €	0 €	96 400 038 €	10 000 €
Mayotte	27 599 111 €	21 375 €	422 163 €	0 €	28 021 275 €	21 375 €
Normandie	792 048 989 €	356 822 €	15 941 072 €	0 €	807 990 061 €	356 822 €
Nouvelle-Aquitaine	1 330 256 759 €	587 065 €	26 571 289 €	960 000 €	1 357 788 048 €	587 065 €
Occitanie	1 405 403 431 €	335 484 €	27 668 384 €	550 000 €	1 433 621 815 €	335 484 €
Pays de la Loire	761 382 280 €	232 135 €	14 450 918 €	0 €	775 833 198 €	232 135 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 002 758 387 €	455 662 €	18 959 616 €	0 €	1 021 718 003 €	455 662 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	2 098 388 €	0 €	20 894 €	0 €	2 119 282 €	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>14 553 442 967 €</b>	<b>5 917 606 €</b>	<b>281 700 000 €</b>	<b>1 510 000 €</b>	<b>14 836 652 967 €</b>	<b>5 917 606 €</b>

**TABLEAU 2 – SUIVI DU DROIT DE TIRAGE ET DÉTERMINATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR 2024 SUR LE CHAMP DES PERSONNES ÂGÉES**

SECTEUR PA	Solde DTCB2024			Crédits de paiement 2024			Solde DTau 31/12/2024
	Solde DTau 31/12/2023	Transfert crédits AE SSIAD sur solde DTPH	Solde DTau 01/01/2024	Crédits 2023 délégués et non consommés	Prévisions d'installation 2024 (proratisées)	Crédits de paiement délégués en 2024	
	Source données						
Formules	EB2023	Prog. SEPPIA	Formule	EB2023	Prog. SEPPIA	Formule	Formule
	1	2	3=1+2	4	5	6 = SI(5-4 < 0 ; 0 ; 5-4)	7=3-6
Auvergne-Rhône-Alpes	66 653 852	-2 700 000	63 953 852	13 914 435	11 518 868	0	63 953 852
Bourgogne-Franche-Comté	40 977 870	-1 920 000	39 057 870	8 210 539	7 949 368	0	39 057 870
Bretagne	27 522 257	-6 789 760	20 732 497	8 919 313	4 156 655	0	20 732 497
Centre-Val de Loire	28 374 741	-2 309 891	26 064 850	7 681 733	4 896 286	0	26 064 850
Corse	13 448 986	0	13 448 986	6 301 405	1 782 256	0	13 448 986
Grand Est	43 793 261	-2 075 400	41 717 861	12 498 887	13 221 662	722 775	40 995 086
Guadeloupe	20 200 335	-326 400	19 873 935	3 599 714	2 089 611	0	19 873 935
Guyane	6 379 195	0	6 379 195	0	3 791 324	3 791 324	2 587 871
Hauts-de-France	40 598 730	0	40 598 730	12 022 820	8 694 441	0	40 598 730
Ile-de-France	82 035 013	-2 576 000	79 459 013	15 356 080	11 417 854	0	79 459 013
La Réunion	31 142 253	-320 000	30 822 253	4 141 344	1 943 653	0	30 822 253
Martinique	18 266 057	-56 355	18 209 702	3 028 364	2 162 328	0	18 209 702
Mayotte	6 881 436	0	6 881 436	0	985 039	985 039	5 896 397
Normandie	31 273 525	0	31 273 525	10 834 288	5 561 300	0	31 273 525
Nouvelle-Aquitaine	54 936 196	0	54 936 196	10 690 149	5 310 435	0	54 936 196
Occitanie	40 502 534	-1 400 000	39 102 534	18 776 174	9 521 362	0	39 102 534
Pays de la Loire	37 792 249	-2 800 000	34 992 249	6 015 070	7 691 164	1 676 094	33 316 155
Provence-Alpes-Côte d'Azur	30 487 078	-2 250 000	28 237 078	10 685 014	8 205 157	0	28 237 078
Saint-Pierre-et-Miquelon	1 824 000	0	1 824 000	0	0	0	1 824 000
<b>TOTAL</b>	<b>623 089 570</b>	<b>-25 523 806</b>	<b>597 565 764</b>	<b>152 675 329</b>	<b>110 898 763</b>	<b>7 175 232</b>	<b>590 390 531</b>

**TABLEAU 2BIS – SUIVI DU DROIT DE TIRAGE ET DÉTERMINATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR 2024 SUR LE CHAMP DES PERSONNES HANDICAPÉES**

SECTEUR PH	Solde DTCB2024						Crédits de paiement 2024				Solde DTau 31/12/2024
	Solde DTau 31/12/2023	AE "50 000 solutions"				Transfert crédits AE SSIAD (PA) sur solde DTPH	Solde DTau 01/01/2024	Crédits 2023 délégés et non consommés	Prévisions d'installation 2024 (proratisées)	Crédits de paiement délégés en 2024	
		Montant AE	Amorçage CP 2023	Amorçage CP 2024	Solde AE						
	Source données	EB2023	Instruction 07/12/2023	Tableau DRL 2023	Tableau DRL 2024	Formule	EB2023	Formule	EB2023	Prog. SEPIIA	Formule
Formules	1	2	3	4	5 = 2 - (3 + 4)	6	7 = Σ(1 ; 5 ; 6)	8	9	10 = SI(9-8 < 0 ; 0 ; 9-8)	11 = 7-10
Auvergne-Rhône-Alpes	14 514 022 €	134 080 000 €		7 055 934 €	127 024 066 €	2 700 000 €	144 238 088	15 804 784 €	10 829 137 €	0	144 238 088 €
Bourgogne-Franche-Comté	2 662 931 €	45 800 000 €		4 653 559 €	41 146 441 €	1 920 000 €	45 729 371	7 833 562 €	2 007 476 €	0	45 729 371 €
Bretagne	1 521 565 €	53 960 000 €		3 120 094 €	50 839 907 €	6 789 760 €	59 151 232	9 654 595 €	3 874 997 €	0	59 151 232 €
Centre-Val de Loire	1 151 346 €	45 850 000 €		5 260 555 €	40 589 445 €	2 309 891 €	44 050 682	2 020 950 €	1 840 243 €	0	44 050 682 €
Corse	1 797 132 €	11 140 000 €		637 550 €	10 502 450 €	0 €	12 299 583	4 438 836 €	1 533 276 €	0	12 299 583 €
Grand Est	6 615 220 €	101 150 000 €		5 501 518 €	95 648 482 €	2 075 400 €	104 339 102	9 722 053 €	7 155 842 €	0	104 339 102 €
Guadeloupe	3 944 501 €	12 770 000 €		752 020 €	12 017 980 €	326 400 €	16 288 882	2 360 445 €	1 987 427 €	0	16 288 882 €
Guyane	725 195 €	28 030 000 €	1 000 000 €	1 938 494 €	25 091 506 €	0 €	25 816 701	716 922 €	1 183 258 €	466 337	25 350 364 €
Hauts-de-France	12 066 925 €	177 600 000 €		14 728 998 €	162 871 002 €	0 €	174 937 928	15 050 092 €	9 857 311 €	0	174 937 928 €
Ile-de-France	45 759 885 €	310 930 000 €		18 546 400 €	292 383 600 €	2 576 000 €	340 719 485	42 062 048 €	28 310 004 €	0	340 719 485 €
La Réunion	2 788 937 €	29 850 000 €	2 000 000 €	1 767 403 €	26 082 597 €	320 000 €	29 191 534	3 635 168 €	1 052 000 €	0	29 191 534 €
Martinique	3 129 591 €	22 130 000 €		1 370 992 €	20 759 008 €	56 355 €	23 944 955	1 716 991 €	1 032 939 €	0	23 944 955 €
Mayotte	2 438 944 €	22 220 000 €		899 719 €	21 320 281 €	0 €	23 759 225	5 108 917 €	623 762 €	0	23 759 225 €
Normandie	7 227 818 €	62 240 000 €		3 518 170 €	58 721 830 €	0 €	65 949 649	4 130 803 €	4 807 609 €	676 806	65 272 842 €
Nouvelle-Aquitaine	14 798 484 €	105 800 000 €		6 138 902 €	99 661 098 €	0 €	114 459 582	3 310 521 €	9 082 431 €	5 771 910	108 687 672 €
Occitanie	7 135 894 €	153 620 000 €		8 705 435 €	144 914 565 €	1 400 000 €	153 450 459	10 123 423 €	8 053 349 €	0	153 450 459 €
Pays de la Loire	1 273 168 €	55 100 000 €		3 342 177 €	51 757 823 €	2 800 000 €	55 830 990	2 207 498 €	3 326 940 €	1 119 443	54 711 548 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 614 027 €	122 700 000 €		12 062 081 €	110 637 919 €	2 250 000 €	117 501 946	4 069 613 €	4 415 134 €	345 521	117 156 425 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €		0 €	0 €	0 €	0	145 762 €	0 €	0	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>134 165 585 €</b>	<b>1 494 970 000 €</b>	<b>3 000 000 €</b>	<b>100 000 000 €</b>	<b>1 391 970 000 €</b>	<b>25 523 806 €</b>	<b>1 551 659 391 €</b>	<b>144 112 984 €</b>	<b>100 973 136 €</b>	<b>8 380 017 €</b>	<b>1 543 279 374 €</b>